

# Chili : eldorado menacé

●●● **Lucienne Bittar**, Genève  
Rédactrice en chef

*Le Chili d'après Pinochet fait partie de ces rares pays qui bénéficient depuis dix ans d'une croissance économique stable. Pourtant sa population est inquiète et mécontente. Comment l'expliquer ?*

« Il y a quinze ans, ce quartier était quasiment inexistant. » Chemins arborisés, bordés de villas plus ou moins luxueuses, terrain de golf, spa, hippodrome, centres commerciaux gigantesques et zones de loisirs, écoles privées réputées... A l'horizon, la fameuse cordillère des Andes. Nous sommes dans les zones résidentielles de la Dehesa, Providencia et Independencia, au nord-ouest de Santiago du Chili, et un ami chilien joue les guides.

En quelques minutes, nous rejoignons Las Condes, le centre d'affaires de la capitale qui a émergé dans les années 1980 et qui depuis ne cesse de se développer. Une succession de gratte-ciel, dont les parois vitrées se renvoient les reflets, côtoie de larges avenues, autoroute et tunnel à péage, libéralisme oblige. Une immense tour en construction domine la scène, la Torre Gran Costanera : ce sera la plus haute d'Amérique du Sud. Décidément, le quartier mérite bien son surnom de Sanhattan.<sup>1</sup>

## Dynamisme économique

De retour chez lui dans les années 1990, après un long séjour en Suisse, Gonzalo, chasseur de têtes pour le monde de l'industrie, a trouvé une ville en pleine expansion, propice au développement de son entreprise. Une évo-

lution économique qui a profité aux pauvres et aux classes moyennes, une fois n'est pas coutume. Ainsi, 15 % des Chiliens sont considérés comme pauvres aujourd'hui, contre 45 % en 1987. Le Chili présente d'ailleurs depuis dix ans un taux de croissance annuelle stable, de l'ordre de 4 %. C'est ainsi que ce pays andin est devenu en 2010 le 31<sup>e</sup> pays membre de l'OCDE, organisation qui regroupe les pays les plus industrialisés.

Avec une croissance globale de 6 % en 2011 et une dette n'atteignant que 13 % de son PIB, les prévisions économiques restent bonnes. Le cabinet Ernst & Young a d'ailleurs présenté en 2011 un rapport incluant le Chili parmi les 25 pays au monde les plus dynamiques du point de vue économique. Un eldorado pour les entreprises étrangères, d'autant plus que le Chili est placé à la 7<sup>e</sup> place internationale en ce qui concerne l'indice de liberté économique 2012,<sup>2</sup> soit deux rangs après la Suisse.

Les jeunes d'aujourd'hui ont donc une vie clairement plus facile que celle de leurs parents. Ils sont mieux logés,

- 1 • Contraction de Santiago et de Manhattan.
- 2 • Source : la Fondation Heritage. En partenariat avec le *Wall Street Journal*, cette fondation privée publie annuellement l'indice de liberté économique.

peuvent accéder à l'éducation supérieure, trouvent plus facilement du travail, ont des salaires plus élevés et plus de temps libre. Pourtant, ils ne sont pas plus satisfaits pour autant. Et ils le manifestent...

## Paradoxal mécontentement

Roberto Méndez<sup>3</sup> est directeur et président de ADIMARK, une société spécialisée dans les études de marché, qui conduit notamment des enquêtes de satisfaction auprès des Chiliens. Les résultats d'une étude effectuée entre 2007 et 2011, explique-t-il, révèlent que les Chiliens sont plus pessimistes aujourd'hui qu'il y a cinq ans quant à leur avenir et à celui de leur pays sur le plan économique.<sup>4</sup>

Depuis deux ans, les étudiants manifestent en masse régulièrement contre le gouvernement libéral, parfois avec des débordements de violence. Ils réclament une réforme du système éducatif, notamment la gratuité complète des études supérieures. Le 28 juin passé, ils étaient 120 000 à défiler à Santiago devant le palais présidentiel. Mais les jeunes ne sont pas les seuls à exprimer leur mécontentement, souligne Roberto Méndez. Globalement, le nombre de manifestations nationales a

littéralement explosé dans le pays, passant de 1569 en 2009, à 2348 en 2010 et 6000 en 2011 !<sup>5</sup> Car si 55 % des Chiliens approuvaient le système néolibéral en 2006, ils n'étaient plus que 38 % en septembre 2011, après la crise financière internationale.

Comment expliquer cette colère populaire alors que le gouvernement de coalition a plutôt fait ses preuves économiquement ? Pour Enrique Correa,<sup>6</sup> secrétaire général du gouvernement de transition de Patricio Aylwin (1990-1994), la peur est le principal moteur de la contestation. N'est-ce pas uniquement lorsqu'on a quelque chose à perdre que l'on se met à craindre sa disparition ? La croissance économique du pays s'accompagne d'une hausse des attentes de la classe moyenne.

Un cercle vicieux s'est ainsi installé, car les manifestations ont pour effet de démolir la confiance des Chiliens envers leur gouvernement, en dépit de ses bons résultats. Le nombre de Chiliens qui pensent que le pays est traversé par un grand courant conflictuel interne entre travailleurs et patrons est en

société

Sanhattan et sa Torre Gran Costanera



- 3 • Il est aussi professeur à la Faculté des sciences économiques de l'Université catholique de Santiago.
- 4 • *Enquête du bicentenaire PUC-Adimark, 2007 et 2011.*
- 5 • Source : les agents des douanes du Chili. In *El Mercurio*, 17 octobre 2011.
- 6 • Lobbyiste réputé, consultant pour les questions d'images publiques, fondateur de la société de communication Imaginacion Consultores.

hausse : 45 % des personnes interrogées en 2006, contre 63 % en 2011. Conjugée à l'inflation croissante, la cote de popularité du président Sebastian Piñera dégringole. Il n'a obtenu que 26 % d'opinions favorables en avril dernier, soit son niveau le plus bas depuis son arrivée au pouvoir en mars 2010. Une autre explication du malaise social réside dans l'inégalité sociale (ce refus des inégalités est nouveau dans le pays). Malgré des avancées en la matière, le Chili a toujours une distribution des revenus très inégalitaire et il est placé au 16<sup>e</sup> rang des pays à la répartition de la richesse la plus mauvaise. En témoigne l'urbanisme de ses villes, divisées entre quartiers très riches, quartiers moyens et quartiers pauvres. Seule Valparaiso, deuxième ville du pays, fait figure d'exception. Suite au tremblement de terre de 1906, la bourgeoisie locale a préféré s'établir à Villa del Mar. Délaissée par les riches, la ville, classée en 2003 par l'UNESCO patrimoine de l'humanité, est à présent recolonisée par des exilés de retour au pays, des artistes chiliens ou étrangers, des familles de la moyenne bourgeoisie en provenance de Las Condes. Toutes les classes sociales y sont confondues. Cette conjonction de facteurs explique pourquoi les Chiliens se reconnaissent dans le mouvement des indignés, au visage principalement européen et étasunien. Ainsi en octobre 2011, 500 000 personnes ont manifesté à Madrid, 100 000 à Rome, 6000 à Bruxelles, 5000 à Londres, 3500 à New York, etc., mais seulement 60 à Managua, 200 à Sao Paulo et 500 à Mexico. Seule exception notable du continent, Santiago, où on a compté 10 000 manifestants ! Mieux, 54 % des Chiliens interrogés par ADIMARK disent soutenir les indignés.<sup>7</sup>

En dehors de considérations subjectives, les manifestants ont-ils entièrement tort de s'inquiéter ? Le système néolibéral chilien, qui fait office de modèle en Amérique latine, semble montrer des signes de faiblesse.

Certains prédisent un essoufflement de la croissance du fait des retombées de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. Et tout comme pour la Suisse, les exportations chiliennes souffrent de la baisse de l'euro. La balance extérieure du pays dépend grandement du prix du cuivre, vendu, il est vrai, principalement aux Chinois. Certes le pays a diversifié ses exportations, mais produits alimentaires et boissons sont vendus principalement dans l'Union européenne où, en sus d'une monnaie faible, les consommateurs se font de plus en plus attentifs au bilan carbone<sup>8</sup> des produits vendus. D'autres encore, comme Enrique Correa, relèvent que le pays va se trouver confronté dans les années à venir à d'importants problèmes environnementaux et énergétiques.

## Changement de valeurs

Une chose paraît certaine, les Chiliens se cherchent. La rapide transformation économique du pays doit être intégrée et digérée par eux. En rejoignant le club des pays les plus industrialisés, le pays ne s'est-il pas éloigné de ses racines culturelles ? Comme un peu partout ail-

7 • *TIME Magazine* / *ABT SRBI*, 9-10 octobre 2011.

8 • Outil de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre qui tient compte de l'énergie de fabrication et de l'énergie finale (emballage, transport...) d'un produit.

leurs, la capitalisation accélérée semble déboucher nécessairement sur une uniformisation culturelle.

Indice probant, la paradoxale évolution religieuse du pays, mélange de ferveur et de sécularisation. Le Chili est toujours l'un des pays le plus religieux au monde : à la question « Croyez-vous en Dieu ? »,<sup>9</sup> 94 % des personnes interrogées ont répondu affirmativement en 2008 et ce taux était encore de 89 % en 2010 ; 75 % croient aux miracles (seuls Chypre et le Portugal font mieux) ; et 44 % ont participé à un pèlerinage ou une procession en l'honneur de Marie dans les deux dernières années.<sup>10</sup>

Mais si la population témoigne aisément de sa croyance, sa confiance en l'Eglise s'est néanmoins érodée suite aux scandales liés aux prêtres pédophiles. Ainsi 70 % des Chiliens se disaient catholiques en 2006, contre seulement 63 % en 2011. Ainsi encore, s'ils étaient 44 % à croire en l'Eglise en 2006, ils n'étaient plus que 35 % en 2010. Les pratiquants sont aussi moins nombreux : 38 % des catholiques aujourd'hui ne vont jamais à la messe.

Au-delà de ces statistiques, « l'occidentalisation » du pays se perçoit aussi dans le changement de perception des valeurs familiales traditionnelles. En 1990, 36 % des naissances avaient lieu hors mariage. Un chiffre qui atteint aujourd'hui 67 %, l'un des plus hauts au monde ! Et 3,4 % des Chiliens approuvent l'usage de la pilule du lendemain.

Cette évolution turbulente explique peut-être pourquoi une frange de la population garde la nostalgie du temps de Pinochet, où les choses paraissaient plus claires, plus sûres, et l'affirme, plus ou moins discrètement... Evoquer le général dictateur devant un Chilien semble aujourd'hui encore déplacé et débouche le plus souvent sur un silence poli de la part de notre interlocuteur. Après tout, cela ne fait que dix ans qu'il a disparu de la scène politique du pays.

L. B.

*Une ferveur religieuse toujours manifeste*



9 • Enquête du bicentenaire PUC-Adimark, 2008.  
 10 • La Virgen del Carmen est la patronne du Chili ; la grande majorité des Chiliens croient en sa protection.